



Une invitation du Collectif 18 Stop TAFTA / CETA

**Jeudi 8 novembre 2018  
à 18h30**

à la Maison des Syndicats  
5, Boulevard Clémenceau à Bourges

## **Les méfaits du libre-échange Conférence-débat avec Frédéric Viale**

Frédéric Viale est membre d'ATTAC France et du  
Collectif national Stop TAFTA

**Contact : [stop.tafta18@gmail.com](mailto:stop.tafta18@gmail.com) - LDH 5 rue Samson 18000 Bourges**

### **Organisations constituant le Collectif 18 Stop Tafta / Ceta :**

Artisans du Monde - ATTAC - Cercle Condorcet - CCFD-Terre Solidaire - CGT -  
Collectif Citoyens du Boischaud - Confédération Paysanne - EELV - France  
Insoumise - FSU - LDH - Mouvement de la Paix - Nature 18 - Nouvelle Donne -  
MRC - MRJC - NPA - PCF - PCOF - PG - Pour une Constituante - Sud Solidaire -

*Entrée libre et gratuite.*

**Toujours plus : plus de concurrence et de profits, de pollution et d'OGM, de gaz et pétroles de schiste, d'hormones et d'inégalités.**

Approfondir sans relâche la guerre économique, tel est le projet de société partagé par les élites européennes et nord-américaines et porté par les Traités de libre échange Tafta et Ceta. Les négociateurs s'évertuent à en rendre les enjeux aussi complexes qu'opaques.

**L'accord CETA est dangereux démocratiquement, économiquement, socialement et environnementalement ; il devra bientôt être ratifié par le parlement français.**

Deux dispositifs dans l'accord vont permettre de donner le pouvoir aux firmes transnationales.

Le premier, le « **forum de coopération réglementaire** » va permettre d'harmoniser les normes entre l'Union Européenne et le Canada. Porte ouverte à l'arrivée massive de viandes d'animaux piquées aux hormones et lavés au chlore, d'animaux OGM comme certains d'élevages canadiens (saumon), du glyphosate, de plus de 42 substances toxiques interdites dans l'Union Européenne !

Le second dispositif, le « **Tribunal d'arbitrage** », permettra aux multinationales d'attaquer en justice privée des décisions ou normes d'Etats.

### **Mais s'il n'y avait que le CETA..**

**D'autres accords de ce type sont en cours de ratification (ou vote) ou négociation entre l'Union Européenne et un de ses pays alliés.** Le JEFTA avec le Japon (où la protection de nos données privées est particulièrement menacée), les pays africains, les pays du MERCOSUR (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay, Équateur, Colombie, Venezuela), le Mexique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, ... tant de menaces !